

## **ARRETE**

**n°2004-190-9 du 08 juillet 2004** portant  
prescriptions complémentaires aux Mines de Potasse D'Alsace  
pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site AC2R situé  
sur le territoire des communes de Richwiller et Wittelsheim

Le préfet du département du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1955 réglementant la centrale à acétylène sous le régime de l'autorisation, l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1968 réglementant le stockage de fuel sous le régime de l'autorisation, la déclaration du 25 octobre 1966 concernant le stockage d'acétylène et la déclaration du 16 juillet 1970 concernant le stockage de propane pour la société AC2R sur les communes de Richwiller et Wittelsheim,
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement daté du 6 mai 2004,
- VU** l'avis du conseil départemental d'hygiène séance du 3 juin 2004,

**CONSIDERANT** le rapport de cessation d'activité partielle S3158 version du 30 septembre 2002 déposé en préfecture le 28 octobre 2002 et le rapport de cessation d'activité S3243 version du 04 juillet 2003 déposé en préfecture le 17 décembre 2003,

**CONSIDERANT** que les investigations menées [audit environnement, analyse des sols (rapport GEMMES, 1999) sur l'ensemble du site 7,5 ha et audit environnement, analyse des sols (rapport GEMMES, 2002) sur les terrains en cessation d'activité 4,4 ha] sur les terrains de la société AC2R dans le cadre des cessations d'activité successives, ont mis en évidence des sources de pollution en arsenic, chrome, des traces d'hydrocarbures totaux, PCB et métaux lourds,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de la cessation d'activité du 28/10/2002, des investigations ont été menées sur la qualité des eaux souterraines en aval du site sur deux ouvrages MAX 256 et MAX 257 et qu'il a été détecté des traces de trichloroéthylène,

**CONSIDERANT** qu'il convient de s'assurer que la pollution des sols n'altère pas la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site AC2R,

**CONSIDERANT** les conclusions et recommandations du bureau d'étude ICF environnement dans le mémoire de cessation d'activité du site AC2R (projet 23231 de septembre 2003) concernant la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines au droit du site,

**CONSIDERANT** que d'après le mémoire de cessation d'activité S3243 du 4 juillet 2003, les engagements pris par la société AC2R sur la surveillance des eaux souterraines seront repris par MDPA (propriétaire des terrains) suite à la liquidation de cette dernière,

**CONSIDERANT** qu'il y a donc lieu d'imposer aux M.D.P.A. la mise en place d'un réseau piézométrique et la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site AC2R,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les M.D.P.A. se conformeront aux prescriptions visées aux articles suivants pour l'ancien site de la société AC2R située sur le territoire des communes de Richwiller et Wittelsheim

### **Article 2**

#### **Article 2.1. : Mise en place du réseau piézométrique**

**Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,** les MDPA proposeront au préfet l'implantation d'un réseau piézométrique permettant s'assurer la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien site AC2R (superficie de 7,5 ha).

**Dans un délai de 4 mois à compter de la date d'accord du préfet,** le réseau piézométrique sera mis en place au droit du site.

#### **Article 2.2. : Surveillance**

**Dans un délai de 5 mois à compter de la date d'accord du préfet,** il sera procédé à un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit des ouvrages précédemment définis.

Les modalités de cette surveillance sont les suivantes :

- ✓ prélèvement semestriel sur l'ensemble du réseau piézométrique (périodes de hautes et basses eaux).
- ✓ les paramètres à analyser sont les suivants : Hydrocarbures totaux, polychlorobiphényles (PCB), trichloroéthylène, arsenic, chrome total et hexavalent, cuivre, nickel, plomb et zinc.

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé.

L'inspection des installations classées pourra fixer des paramètres complémentaires. Elle pourra demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et d'analyses, et dispenser de certains contrôles prévus dans le présent arrêté.

#### **Article 2.3. : Transmission**

Le rapport des résultats d'analyses souterraines sera assorti de commentaires détaillés sur l'évolution éventuelle de certains paramètres et devra justifier toute anomalie constatée. Ce rapport sera transmis dès réception à l'inspection des installations

### **Article 3 - Frais**

Les frais engendrés par les mesures imposées par le présent arrêté sont à la charge du propriétaire détenteur.

### **Article 4 - Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté dans les délais impartis, il pourra être fait, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, des sanctions administratives prévues à la réglementation des installations classées.

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Richwiller et Wittelsheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans les mairies citées.

Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **Article 5 : Exécution - Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées, le sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse et de Thann, les maires des communes de Richwiller et de Wittelsheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant de la société M.D.P.A. à Wittelsheim

Fait à Colmar, le 08 juillet 2004  
Le préfet  
pour le préfet  
et par délégation de signature  
le secrétaire général

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.
--